



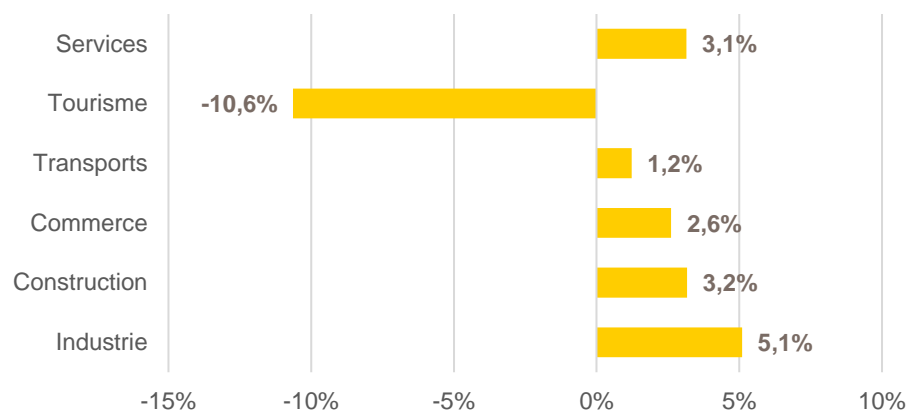
**73^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

FOCUS SECTORIEL

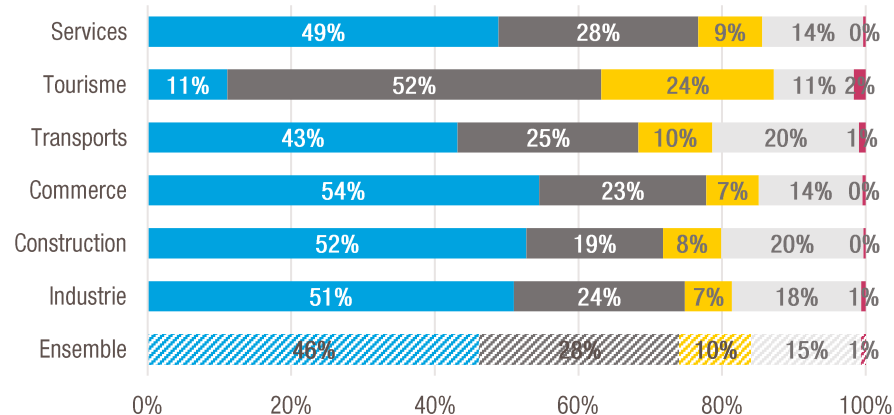
Juillet 2021

CE QU'IL FAUT RETENIR

• CROISSANCE MOYENNE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ANTICIPÉE POUR 2021



• IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



- Pas d'impact ou retour à la normale à horizon fin 2021
- Retour à la normale en 2022
- Retour à la normale après 2022
- Aucune visibilité
- Liquidation envisagée

1

Pour 2021, les perspectives d'activité se redressent dans tous les secteurs mais le chiffre d'affaires est attendu en net repli dans le Tourisme.

Le chiffre d'affaires des PME connaîtrait un rebond en 2021 dans l'ensemble des secteurs à l'exception du Tourisme. Il progresserait jusqu'à +6 % dans les branches des Biens intermédiaires et d'équipements. Le secteur du Tourisme est de loin le plus pessimiste avec une contraction anticipée de 11 % en moyenne. Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires à la mi-2021 est le plus élevé dans l'Industrie (à + 35).

2

Les PME de l'ensemble des secteurs, à l'exception du Tourisme, font état d'une situation de trésorerie globalement confortable pour aborder la reprise.

Une large majorité de PME jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, hormis dans le Tourisme où plus de la moitié des PME (51 %) reportent des difficultés de trésorerie. Les conditions de crédit se sont encore assouplies sauf dans les Transports où elles se sont légèrement resserrées tout en restant encore très favorables.

3

Les projets d'embauche et d'investissement rebondissent en 2021, plus ou moins fortement selon les secteurs.

Le solde d'opinion relatif aux perspectives d'embauche se redresse à +19 à la mi-2021. Les perspectives sont les mieux orientées dans l'Industrie, alors que les PME du Tourisme restent logiquement les plus pessimistes. En outre, plus d'une PME de l'Industrie sur deux (58 %) déclarent avoir investi ou prévoient de le faire cette année, soit la proportion la plus importante parmi les grands secteurs d'activité. Les dépenses d'investissement sont attendues en fort recul dans le Tourisme et dans le Commerce et réparation automobile.

4

Dans l'ensemble, les PME sont confiantes en l'avenir. Les PME du Tourisme anticipent un fort rebond de leur activité en 2022 tandis que celles de la Construction sont les moins optimistes.

Le retour de l'activité au niveau d'avant-crise est plus ou moins rapide selon les secteurs. Si 54 % des PME du Commerce auraient déjà retrouvé leur niveau d'avant-crise d'ici la fin d'année 2021, cette part ne s'élève qu'à 11 % dans le Tourisme. Dans ce secteur, plus de la moitié des PME s'attendent à un retour à la normale en 2022 et un quart au-delà. Le solde d'opinion relatif à l'évolution de l'activité en 2022 atteint toutefois +59 dans ce secteur, soit le niveau le plus élevé. Le contexte demeure très incertain alors que 15 % des PME manquent de visibilité quant au retour à la normale de leur activité. Les perspectives d'embauches pour 2022 s'améliorent également dans l'ensemble des secteurs, quoique timidement dans la Construction, où les difficultés de recrutement resurgissent.

SOMMAIRE

01. ANALYSE PAR SECTEUR

- Commerce
- Construction
- Industrie
- Services
- Tourisme
- Transports

02. MÉTHODOLOGIE



01.



**ANALYSE PAR
SECTEUR**

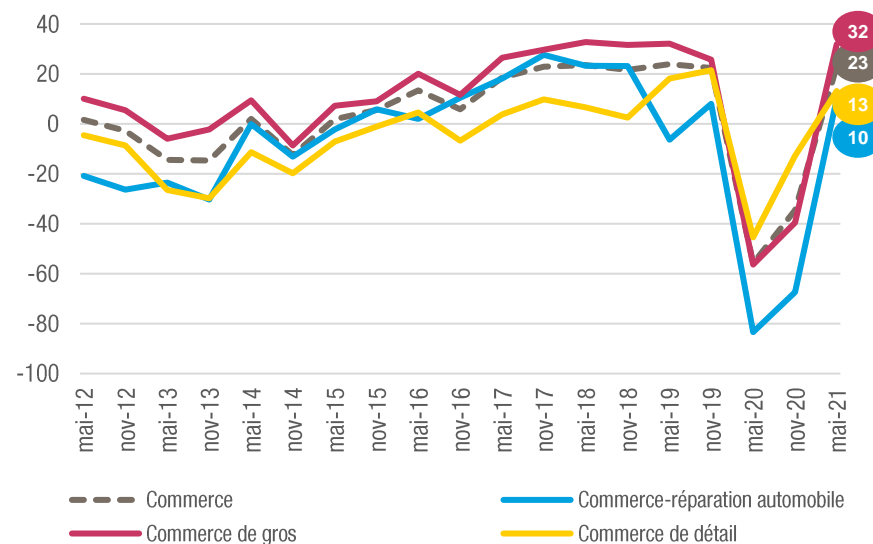
COMMERCE

Rebond de confiance dans l'ensemble des sous-secteurs, selon une force variable

Les PME du Commerce révisent nettement à la hausse leurs perspectives d'activité et d'emploi en 2021. Les PME du Commerce de gros sont les plus optimistes.

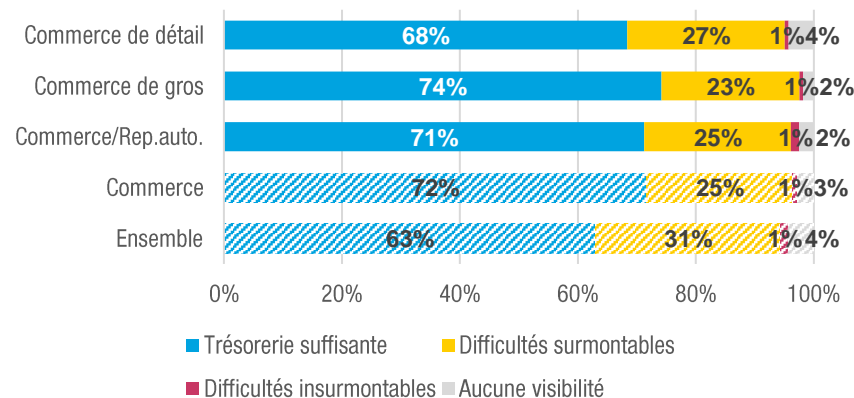
- En moyenne, dans le Commerce, les chefs d'entreprise tablent sur un chiffre d'affaires en hausse de 3 % en 2021. Dans le détail, les PME du Commerce de gros font comme habituellement état des perspectives d'activité les plus soutenues. Le solde d'opinion sur l'activité gagne 88 pts sur un an à +32 (soit le même niveau que celui observé en mai 2019) et les PME anticipent une croissance de leur chiffre d'affaires de 4 % en moyenne. Si le rebond est également très marqué dans le Commerce-réparation automobile (indicateur en hausse de 93 pts) et dans une moindre mesure dans le Commerce de détail (+59 pts), les perspectives y sont moins bien orientées que dans le Commerce de gros. Dans ces deux sous-secteurs, le chiffre d'affaires est attendu quasi stable.
- En termes d'effectifs, les entreprises du Commerce ajustent à la hausse leurs perspectives pour 2021. Le solde d'opinion gagne 16 points sur un semestre à +17, mais se situe un peu en-deçà de la moyenne de l'ensemble des secteurs (+19). L'indicateur est le mieux orienté dans la branche Commerce de gros (+18 pts sur un semestre, à +20), mais reste légèrement sous son niveau d'avant-crise (+21 en novembre 2019). Dans le Commerce de détail, l'indicateur gagne 11 pts à +13 et dépasse de 2 pts son niveau d'avant crise. L'indicateur relatif au Commerce et réparation automobile se redresse le plus sensiblement (+20 pts à +9) mais reste nettement en-deçà de son niveau de fin 2019 (+15).
- Les PME des secteurs du Commerce sont les plus confiantes quant à leur solidité financière. 72 % d'entre elles jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, une proportion nettement plus élevée que la moyenne (63 % tous secteurs confondus). 25 % estiment que les difficultés rencontrées sont surmontables compte tenu des dispositifs de soutien mobilisés et seules 1 % font part de difficultés insurmontables. La trésorerie des PME est soutenue par des conditions de financement à court terme toujours plus favorables (6 % des PME du Commerce ont rencontré des difficultés contre 10 % il y a un an).
- L'investissement est attendu inégal selon les branches. Les dépenses d'investissement sont prévues en net repli dans le Commerce et réparation automobile. Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis y reste très négatif (-17 après -24 il y a un an) et les PME sont de moins en moins nombreuses à compter investir (35 % pour 2021 contre 43 % il y a un an pour 2020). Le solde d'opinion repasse en revanche en territoire positif dans les deux autres branches (+27 pts à +4 dans le Commerce de gros et +25 pts à 0 dans le Commerce de détail).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

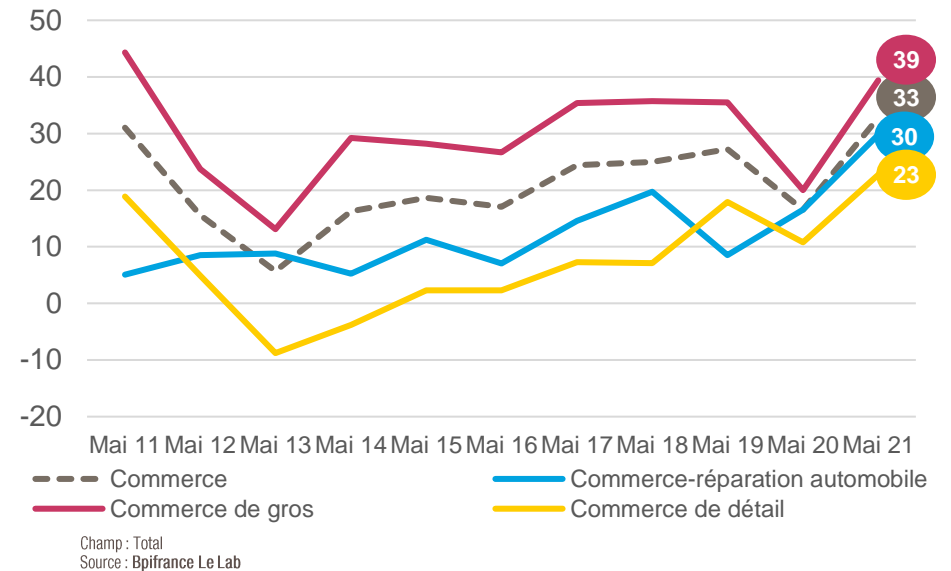
COMMERCE

Les PME sont confiantes pour 2022 et anticipent un retour à la normale plus rapide que dans les autres secteurs

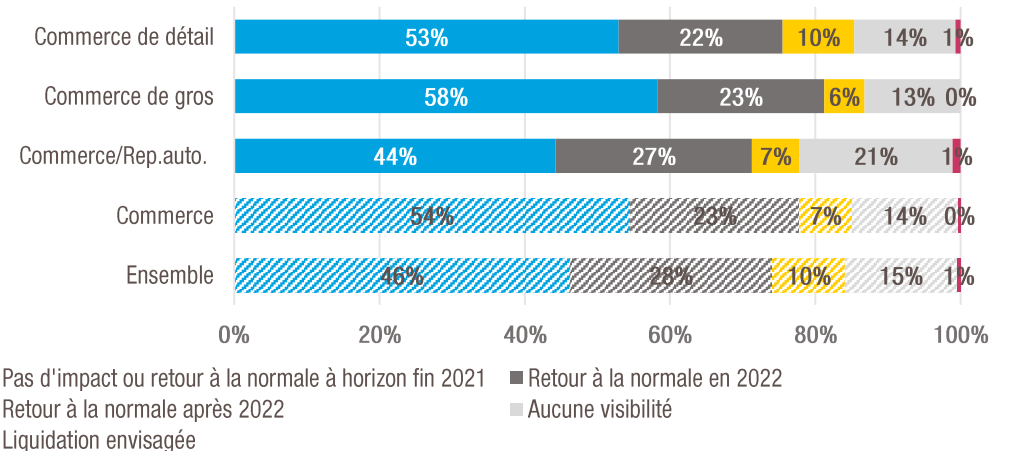
Les PME du Commerce prévoient un net redressement de leur activité et de leurs embauches en 2022. Les PME du Commerce de gros semblent les plus confiantes.

- Les perspectives d'activité pour 2022 des PME du Commerce se redressent dans toutes les branches (+16 pts sur un an à +33 en moyenne contre +19 pts à +36 tous secteurs confondus). Comme habituellement, les dirigeants du Commerce de gros sont plus optimistes que la moyenne (+19 pts à +39). Logiquement, les perspectives d'embauches s'améliorent (+10 pts à +20 pour l'ensemble du secteur), en particulier dans le Commerce de Gros (+12 pts à +25).
- Plus d'une PME du Commerce sur deux (54 % contre 46 % tous secteurs confondus) aurait retrouvé son niveau d'activité d'avant crise d'ici la fin 2021. Le retour à la normale s'effectuerait pour 23 % en 2022 et 7 % au-delà. 14 % sont dans l'incertitude. La reprise est plus rapide dans le Commerce de gros, où 81 % des PME auraient retrouvé leur niveau normal d'activité à horizon 2022 dont 58 % d'ici la fin de cette année, soit la proportion la plus élevée tous sous-secteurs confondus. À l'inverse, le retour à la normale est plus incertain dans le Commerce et réparation automobile. Il interviendrait à horizon 2022 pour 71 % d'entre elles (dont 44 % d'ici fin 2021) et au-delà pour 7 %. 21 % des PME de cette branche déclarent manquer de visibilité sur l'horizon de retour à la normale, une proportion bien plus élevée que la moyenne (15 % tous secteurs confondus).
- 58 % des PME estiment que le niveau de leurs fonds propres est suffisant pour aborder la reprise, soit la proportion la plus élevée tous secteurs confondus (50 %). 8 % des entreprises interrogées jugent en revanche qu'il représente une contrainte très forte pour engager la phase de reprise (contre 12 % tous secteurs confondus) et 30 % une contrainte modérée.
- De même, 60 % des chefs d'entreprise considèrent que leur niveau d'endettement ne freine pas leur projets de développement (contre 55 % pour l'ensemble). Seuls 7 % d'entre eux le voient comme un frein sévère à la reprise de leur activité (10 % tous secteurs confondus).

• ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



• IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

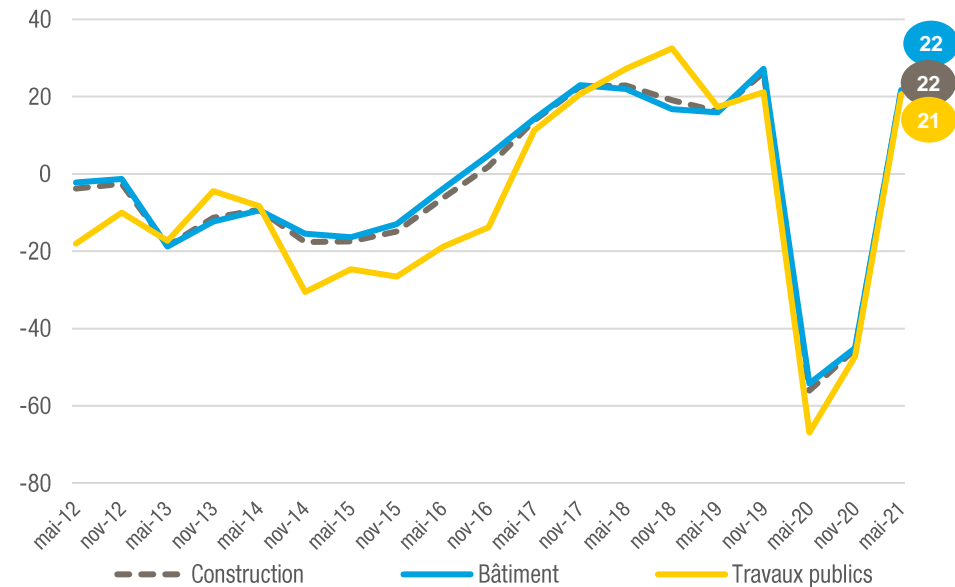
CONSTRUCTION

Nette embellie pour le secteur en 2021

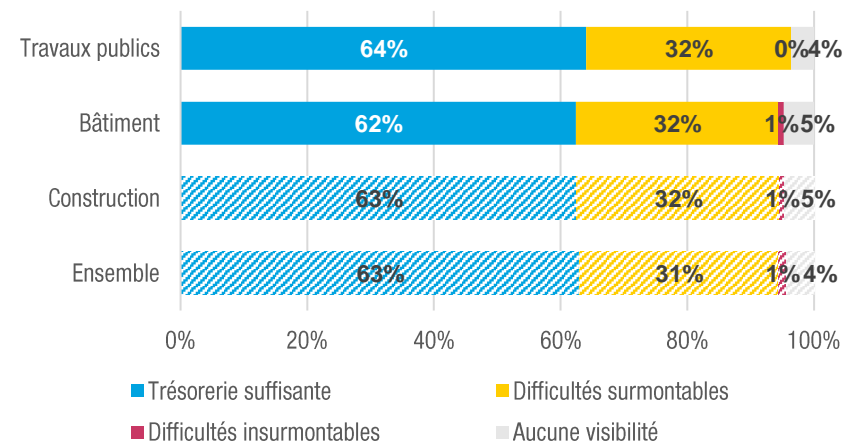
Après un net repli l'année dernière, les indicateurs d'activité et d'emploi enregistrent une sensible accélération en 2021. Les difficultés de recrutement ressurgissent en phase de reprise.

- Après une année particulièrement difficile pour le secteur, les perspectives d'activité des PME de la Construction se redressent fortement en 2021, aussi bien dans le Bâtiment que dans les Travaux Publics. Ces PME anticipent une hausse de 3 % de leur chiffre d'affaires en moyenne cette année, soit un niveau identique à la moyenne tous secteurs confondus. Le solde d'opinion sur l'activité enregistre un rebond de +78 points en un an à +22, soit un niveau proche de ceux observés pré-crise mais légèrement en-deçà de la moyenne tous secteurs confondus (+24).
- En cohérence, les projets d'embauche sont attendus en forte augmentation cette année. Sur un an, le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs gagne 19 points (à +18). Les chefs d'entreprise du secteur témoignent en parallèle d'une nette recrudescence des difficultés de recrutement, ce qui pourrait freiner la dynamique d'embauche. 87 % des dirigeants déclarent y faire face (contre 75 % pour l'ensemble des secteurs), dont 51 % attestent rencontrer des difficultés sévères (soit une hausse de +19 points en un an).
- La situation financière des PME du secteur a été préservée grâce à la mobilisation des dispositifs de soutien. Comme en moyenne dans l'ensemble des secteurs, 63 % des PME jugent leur trésorerie suffisante en dépit de la crise. 32 % témoignent de difficultés surmontables tandis qu'une infime part déclare rencontrer des difficultés insurmontables (1 %). 4 % des PME manquent de visibilité.
- Sur un an, les dépenses d'investissement enregistrent un net rebond (+25 pts à +1 contre +30 pts à +4 pour l'ensemble, soit à un niveau inférieur à celui observé avant-crise, +4 en mai 2019). 45 % des PME de la Construction déclarent avoir déjà investi en 2021 ou prévoient de le faire d'ici la fin de l'année, une proportion légèrement plus élevée que la moyenne (44 % pour l'ensemble des secteurs) mais toujours en-deçà du niveau d'avant-crise (51 % en mai 2019 pour 2019) et de sa moyenne de long terme (51 %).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %



ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

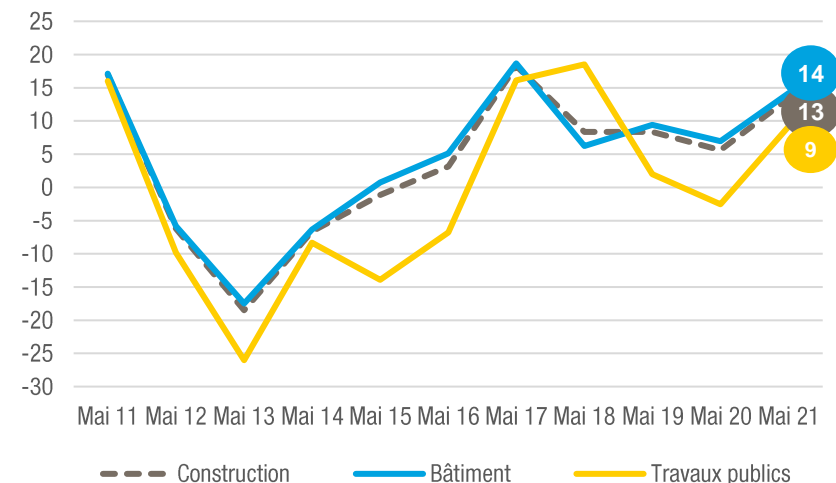
CONSTRUCTION

Les perspectives d'activité pour 2022 sont bien orientées mais les embauches progresseraient timidement

Pour 2022, les PME de la Construction escomptent une accélération de leur activité dans le sillage des PME du Bâtiment. Les PME des Travaux publics demeurent moins optimistes. Les embauches n'accélèreraient que timidement.

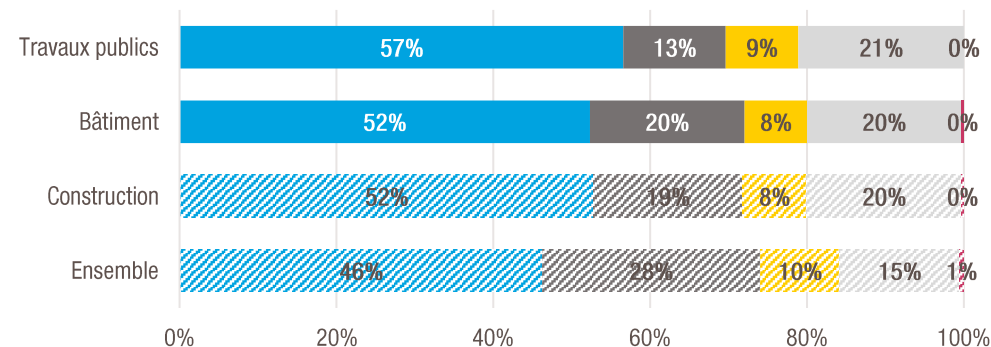
- Les perspectives d'activité pour 2022 des PME de la Construction augmentent mais d'une ampleur moindre que la moyenne des secteurs, alors que plus de la moitié des PME auraient déjà retrouvé leur niveau d'avant crise d'ici la fin de l'année. Le solde d'opinion sur l'activité de l'année suivante se redresse de 7 points sur un an à +13 (contre +19 pts à +36 tous secteurs confondus) et dépasse ainsi de 5 points le niveau observé en mai 2019. Les anticipations sont mieux orientées dans la branche du Bâtiment (+14 après +7 début 2020), et plus contenues chez les PME des Travaux publics (+9 après -3 début 2020).
- 52 % des PME de la Construction ont déjà retrouvé leur niveau d'avant-crise ou le retrouveraient d'ici la fin d'année (contre 46 % tous secteurs confondus). 19 % des PME pensent le retrouver en 2022 et 8 % d'entre elles au-delà. 20 % des PME sont toujours dans l'incertitude quant au délai de retour à la normale, une proportion plus élevée que dans les autres secteurs (15 % en moyenne).
- Les perspectives d'embauche pour l'année prochaine progressent timidement, peut-être en lien avec les difficultés croissantes à recruter dans ce secteur. Le solde d'opinion sur l'évolution future des effectifs ne gagne que 4 points à +15 et se situe à un niveau nettement inférieur à la moyenne agrégée (+25) et, dans une moindre mesure, à son niveau pré-crise (+20 en mai 2019).
- Le manque de fonds propres et l'endettement restent des freins modérés à stade. Environ 8-10 % des PME jugent que le niveau de leurs fonds propres et de leur endettement représente une contrainte forte pour aborder la reprise, soit moins que la moyenne (10-12 % tous secteurs confondus).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE SUIVANTE SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



- Pas d'impact ou retour à la normale à horizon fin 2021
- Retour à la normale en 2022
- Retour à la normale après 2022
- Aucune visibilité
- Liquidation envisagée

Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

INDUSTRIE

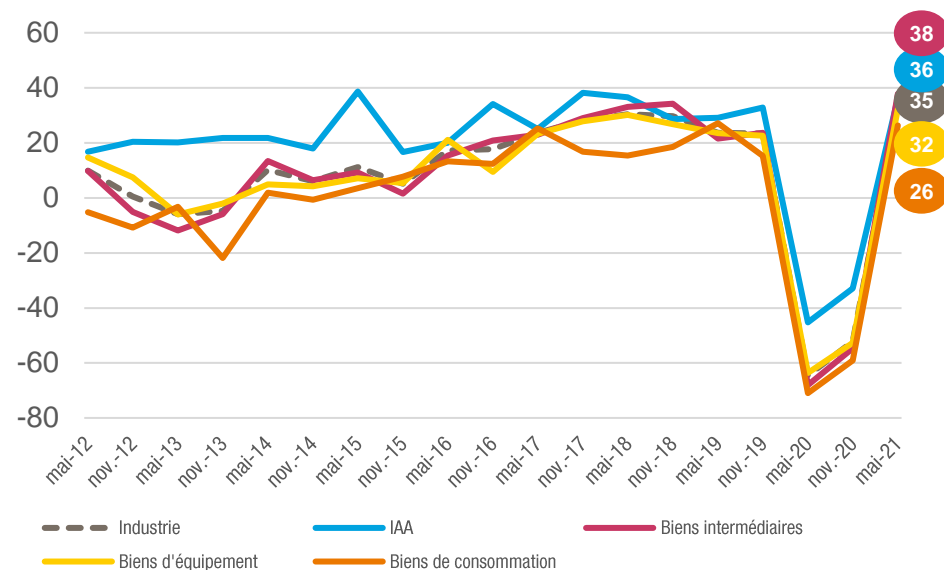
Les PME industrielles surperforment sur tous les fronts

Les perspectives d'activité, d'emploi et d'investissement sont les mieux orientées dans l'Industrie, en particulier dans la branche des Biens intermédiaires.

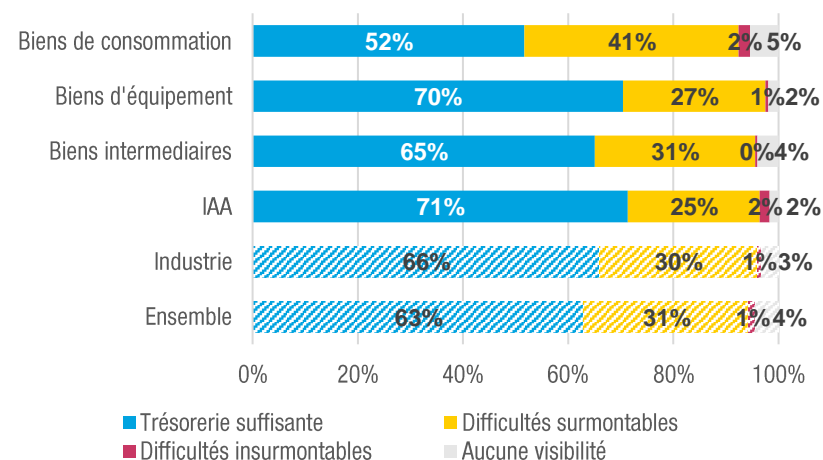
- Les PME industrielles (PMI) anticipent un rebond de leur activité en 2021, avec une hausse anticipée de 5 % de leur chiffre d'affaires en moyenne (après -12 % en 2020 selon l'enquête de novembre dernier). Le solde d'opinion enregistre un rebond record de 100 pts en un an, à +35, soit le niveau le plus élevé tous secteurs confondus et s'établit nettement au-dessus de son niveau pré-crise (+24 fin 2019). Le rebond est particulièrement marqué dans les Biens intermédiaires et les Biens d'équipement, branches dans lesquelles la croissance moyenne du chiffres d'affaires atteindrait 6 % cette année. À l'inverse, les PME de la branche des Biens de consommation demeurent les PMI les moins optimistes, avec une croissance anticipée de 2 % en moyenne tout de même.
- En cohérence avec le rebond marqué de leur activité, les PMI comptent accélérer leurs embauches. Le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs progresse de 44 points sur un an et s'inscrit à +24, soit l'indicateur sectoriel le plus élevé (+19 pour l'ensemble), et dépasse ainsi fortement son niveau d'avant-crise (+16). Dans ce contexte, les difficultés de recrutement ressurgissent mais restent moins importantes qu'avant-crise (83 % des dirigeants déclarent en rencontrer contre 70 % il y a 6 mois et 91 % en novembre 2019).
- La trésorerie des PMI a été préservée. 66 % d'entre elles jugent leur trésorerie suffisante (contre 63 % pour l'ensemble) et 30 % estiment que les difficultés rencontrées sont surmontables. En moyenne, seules 1 % font part de difficultés de trésorerie insurmontables en sortie de crise. Les PMI des Biens de consommation reportent davantage de difficultés de trésorerie (43%) mais celles-ci sont majoritairement surmontables (41%).
- L'investissement progresserait dans des proportions sensiblement supérieures à la moyenne des autres secteurs. Les dirigeants de PMI sont proportionnellement plus nombreux à avoir déjà investi en 2021 ou envisager de le faire d'ici la fin d'année (58 % après 48% il y a un an pour 2020, contre 44 % tous secteurs confondus). Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis se redresse de 40 points sur un an à +16, un niveau bien supérieur à la moyenne de l'ensemble des secteurs (+4) et à son niveau d'avant-crise (+3 en mai 2019). Le rebond des dépenses d'investissement est particulièrement marqué dans la branche des Biens intermédiaires (+45 pts à +20) mais est plus timide dans l'Industrie agroalimentaire (+29 pts à +8). Une partie de ces investissements servirait à renforcer la stratégie de relocalisation en sortie de crise. 28 % des PMI se disent concernées par cette problématique (contre 19 % tous secteurs confondus). Parmi elles, la moitié compte maintenir sa stratégie de relocalisation et 17 % la renforcer.

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS

SOLDE D'OPINION EN %



ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

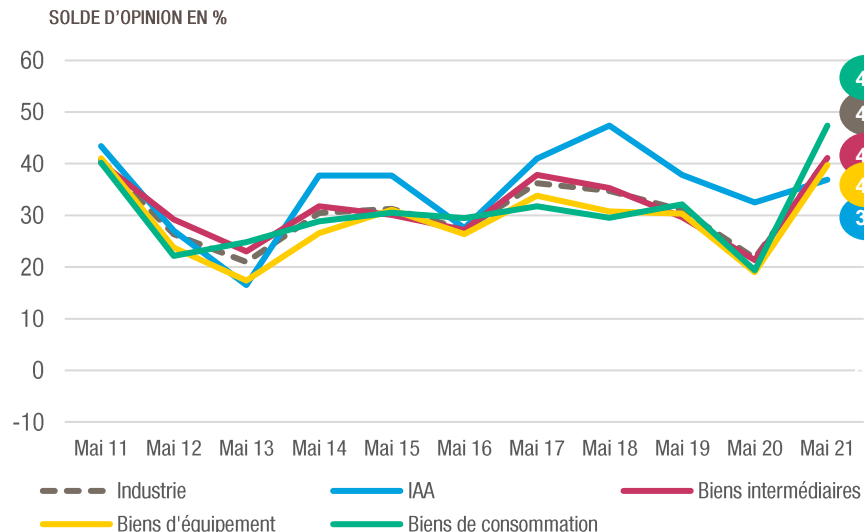
INDUSTRIE

Des anticipations particulièrement bien orientées pour 2022

Les perspectives d'activité et d'emploi se redressent fortement dans l'ensemble des branches industrielles. Dans l'Industrie agroalimentaire, où le choc a été bien moins violent, l'amélioration est plus modeste.

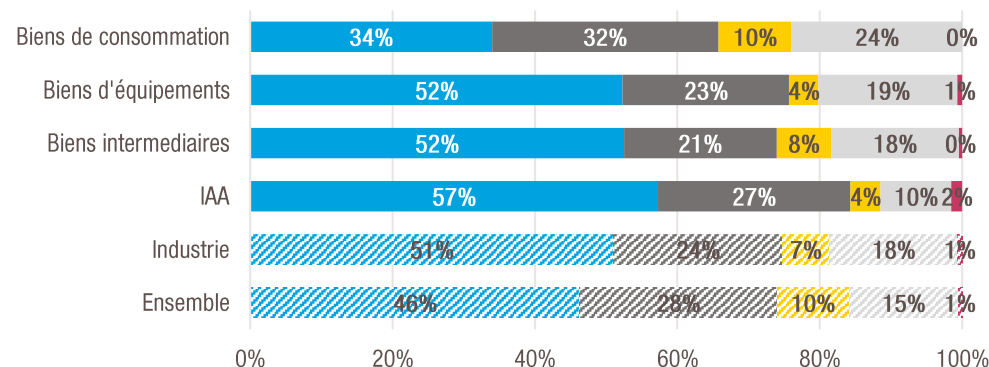
- Les perspectives d'activité et d'emploi dans l'Industrie sont nettement mieux orientées qu'il y a un an, et plus optimistes qu'au niveau de l'ensemble des secteurs. Le solde d'opinion prévisionnel sur le chiffre d'affaires pour 2022 augmente de 19 pts, à +41 (contre +36 pour l'ensemble des PME) et celui sur l'emploi enregistre une hausse de 17 pts, à +30 (contre +25 pour la moyenne). Ces deux soldes se situent nettement au-dessus de leur niveau de mai 2019 (resp. +31 et +26). Le solde d'opinion prévisionnel sur l'activité est le mieux orienté chez les PMI des Biens de consommation (+28 pts à +47 contre +30 fin 2019), plus fortement affectées par la crise. Les entreprises de l'IAA sont les moins optimistes des sous-secteurs industriels (+5 pts, à +37) mais ce sont aussi celles qui ont été le moins touchées par la crise.
- En termes de reprise, 51 % des PMI comptent avoir retrouvé leur niveau crise d'ici la fin d'année, soit un peu plus que la moyenne tous secteurs confondus. Cette proportion grimpe à 57 % dans l'Industrie agro-alimentaire, relativement moins touchée par la crise, et n'atteint à l'inverse que 34 % dans les Biens de consommation. Le retour vers un niveau d'activité semblable à celui d'avant-crise interviendrait en 2022 pour 24 % des PMI et au-delà pour 7 % d'entre elles. La reprise est plus difficile pour les PME des Biens de consommation, dont seules 34 % auraient retrouvé leur niveau-crise d'ici fin 2021. L'horizon de reprise serait fixé à 2022 pour 32 % d'entre elles et serait plus lointain pour 10 % d'entre elles. Elles sont par ailleurs plus nombreuses à être dans l'incertitude quant au délai de retour à la normale de leur activité (24 % contre 18 % en moyenne dans l'Industrie).
- En moyenne, 11-12 % des PMI estiment que le niveau de leurs fonds propres et leur endettement exerce une contrainte très forte sur la reprise de leur activité, une proportion similaire à la moyenne de l'ensemble des secteurs. Un tiers font état de contraintes modérées. À l'inverse, plus de la moitié des PMI (52 %) témoignent de l'absence de contraintes malgré la virulence du choc récessif.

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE SUIVANTE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



- Pas d'impact ou retour à la normale à horizon fin 2021
- Retour à la normale en 2022
- Retour à la normale après 2022
- Aucune visibilité
- Liquidation envisagée

Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

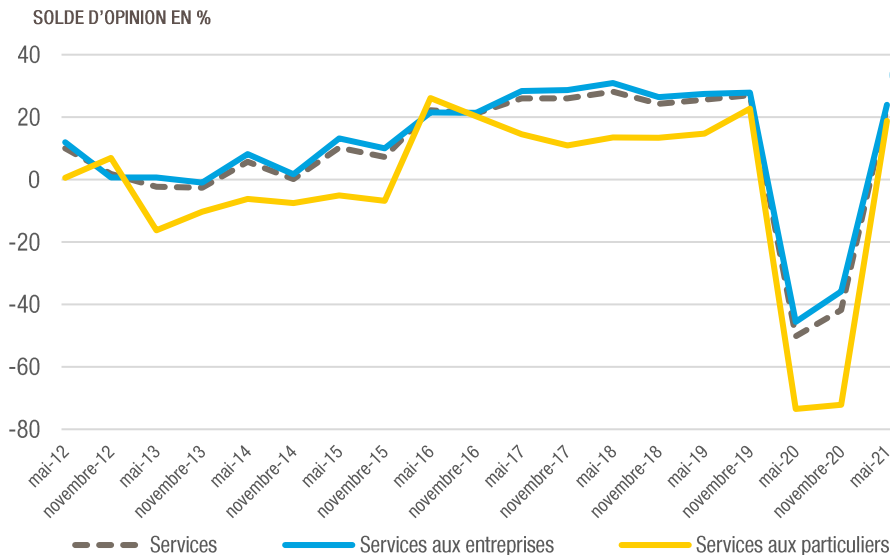
SERVICES

Rebond de l'activité, des embauches et de l'investissement en 2021

La reprise de l'activité et la solidité financière des PME stimulent l'investissement. La crise a accéléré la transformation numérique du secteur, avec près d'un tiers des PME qui comptent accélérer leur stratégie de digitalisation en sortie de crise.

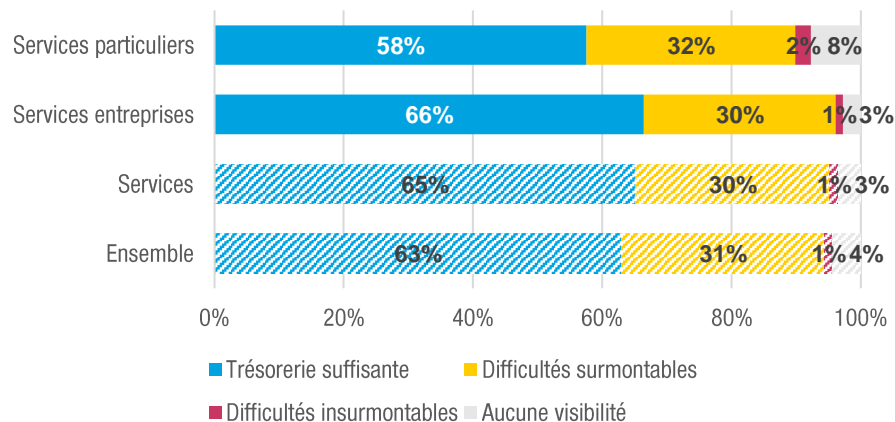
- A l'instar des autres secteurs, l'activité dans les Services accélère en sortie de crise** (solde d'opinion en hausse de 73 points sur un an, à +23, légèrement en-deçà de son niveau d'avant-crise). Les PME prévoient une croissance de 3 % de leur chiffre d'affaires en moyenne cette année. L'indicateur d'activité rebondit plus fortement dans le sous-secteur des Services aux particuliers, plus durement frappé par la crise, mais demeure plus faible que dans les Services aux entreprises (+93 pts à +19 contre +70 pts à +24).
- Face à la reprise de l'activité, les PME comptent renforcer leurs effectifs.** Le solde d'opinion sur l'emploi se redresse de 26 points sur un an à +21 (contre +19 pour l'ensemble), proche de son niveau d'avant-crise. L'indicateur est plus faible dans les Services aux particuliers, où il s'était fortement contracté (+11 après -16 contre +22 après 0 dans les Services aux entreprises).
- La situation de trésorerie s'améliore pour les PME des Services.** Une large majorité (65 %) estime posséder une trésorerie suffisante au regard de la crise, un niveau légèrement supérieur à la moyenne tous secteurs confondus (63 %). 30 % jugent les difficultés rencontrées surmontables contre seulement 1 % de PME faisant part de difficultés de trésorerie plus sévères. 3 % déclarent manquer de visibilité. Ces chiffres reflètent bien la situation des PME des Services aux entreprises, mais la situation est un peu plus incertaine pour celles des Services aux particuliers, plus durement affectées par la crise. Dans ce secteur, 58 % des PME jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise et 32 % font part de difficultés surmontables tandis que 2 % estiment que les difficultés rencontrées sont insurmontables et 8 % déclarent encore manquer de visibilité.
- Les dépenses d'investissement augmenteraient cette année.** Le solde d'opinion progresse de 24 points sur un an à +2, soit un niveau inférieur à celui d'avant-crise (+10 en mai 2019). Les projets d'investissement seraient plus dynamiques dans les Services aux entreprises (+25 pts à +3) que dans les Services aux particuliers (+23 pts à -3). **La crise semble avoir particulièrement accéléré les projets de digitalisation, de recours au télétravail et de formation dans le secteur des Services.** Ainsi, près d'un tiers des PME du secteur (31 %) comptent accélérer leur stratégie de transformation numérique (contre 26 % en moyenne). 15 % prévoient d'intensifier le recours au télétravail (contre 8 % en moyenne) et 14 % anticipent d'accélérer leurs projets de formation des salariés (contre 11 % en moyenne).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

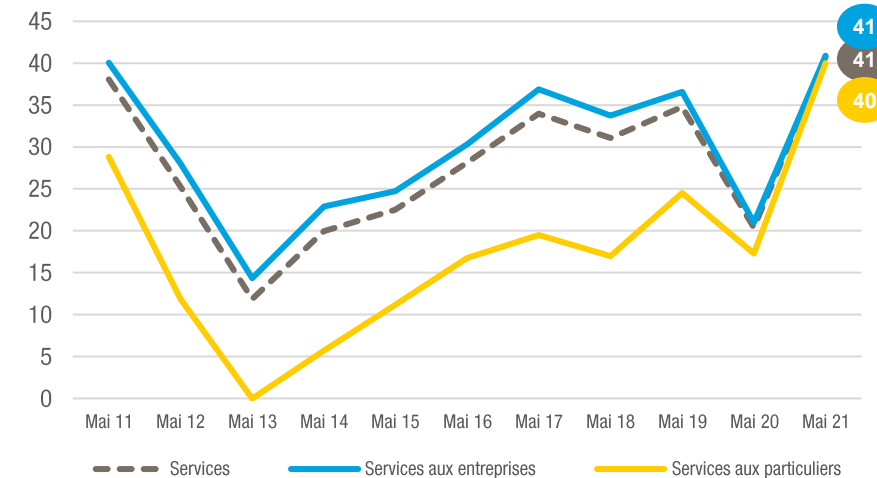
SERVICES

La reprise s'intensifierait en 2022

Les PME des Services, dont la situation financière est particulièrement solide en sortie de crise, sont plus confiantes que la moyenne quant à leur perspectives pour 2022.

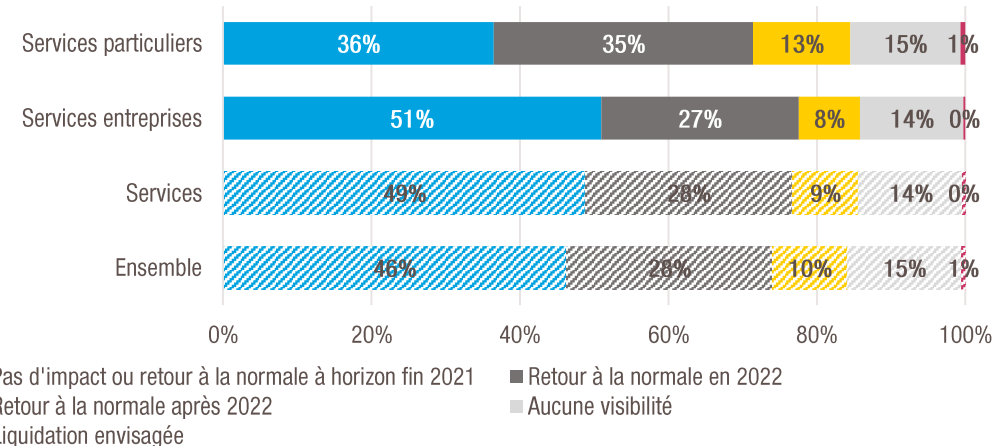
- L'indicateur prévisionnel d'activité rebondit un peu plus fortement que la moyenne de tous les secteurs, aussi bien dans les Services aux entreprises qu'aux particuliers. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires de l'année prochaine augmente de 21 points sur un an à +41, un niveau bien supérieur à celui d'avant-crise du secteur (+35 il y a 2 ans). En cohérence, les PME envisagent d'accélérer leurs embauches: le solde prévisionnel sur les effectifs gagne 22 points à +31, soit un niveau là encore supérieur à la moyenne agrégée (+25).
- En termes de reprise, près d'une PME sur deux (49 %) attestent avoir déjà retrouvé voire dépassé leur niveau d'activité d'avant crise ou comptent le retrouver d'ici la fin de l'année (contre 46 % en moyenne dans l'ensemble des secteurs). 28 % des PME du secteur envisagent un retour à la normale en 2022 et 9 % au-delà. 14 % manquent encore de visibilité. Ces proportions traduisent bien les réponses des Services aux entreprises, mais la reprise serait plus lente dans les Services aux particuliers. Ainsi dans cette branche, 71 % des PME auraient retrouvé leur niveau d'avant-crise d'ici 2022 (dont 36 % seulement d'ici la fin d'année) tandis que 13 % renoueraient avec un niveau normal d'activité à un horizon plus lointain et 15 % ne savent pas le dater.
- Plus d'une PME sur deux (53 %) ne se sentent pas contraintes par le niveau de leurs fonds propres pour aborder la reprise (50 % tous secteurs confondus). 32 % font état de contraintes modérées et 11 % plus sévères, des proportions un peu moindres que la moyenne de l'ensemble des secteurs.
- 62 % des PME des Services considèrent par ailleurs que leur niveau d'endettement ne pèse pas sur la reprise de leur activité, soit la proportion la plus élevée tous secteurs confondus (55 % en moyenne). *A contrario*, 34 % le jugent contraignant (dont 26 % modérément et 8 % plus sévèrement).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR L'ANNÉE SUIVANTE SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

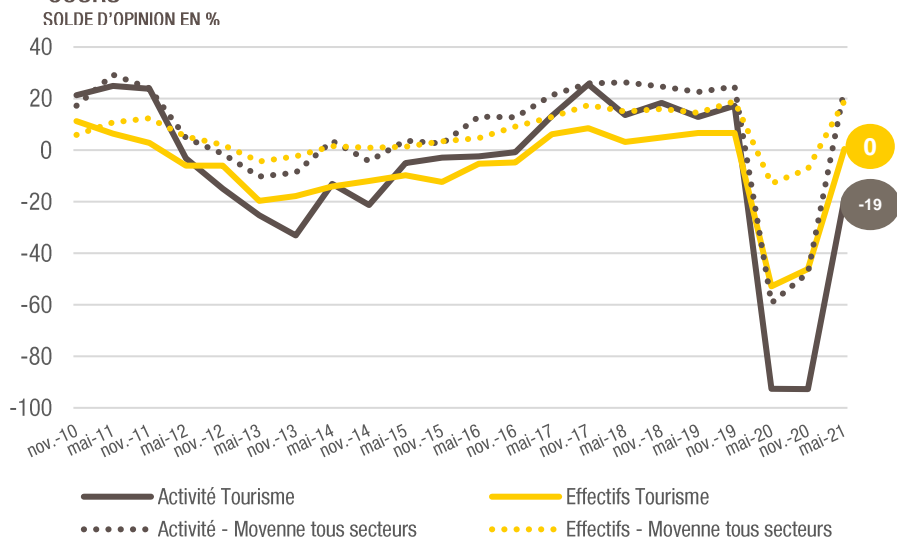
TOURISME

L'activité se contracterait de nouveau cette année

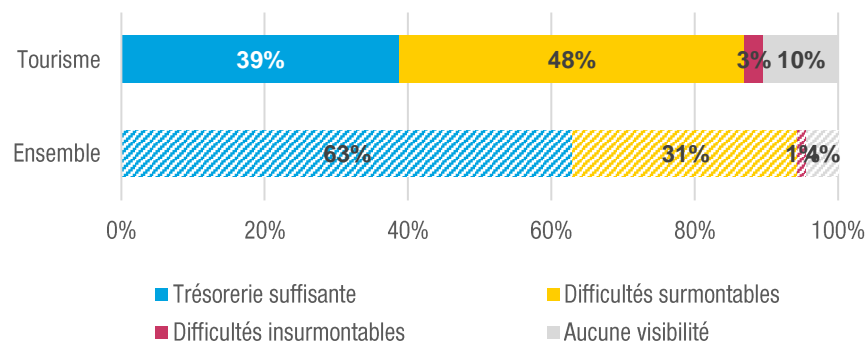
Les PME du Tourisme témoignent d'une situation encore dégradée. À l'inverse des autres secteurs, l'investissement est attendu en net repli en 2021.

- L'année dernière, le secteur du Tourisme a été de loin le plus touché par la crise et l'entrée en vigueur des restrictions sanitaires. Malgré la levée progressive de ces dernières, les PME du secteur anticipent un nouveau recul de leur chiffre d'affaires cette année, de l'ordre de 11 % en moyenne, contre une hausse de +3 % tous secteurs confondus. Le solde d'opinion sur l'activité se redresse fortement (+74 points sur un an à -19) mais reste encore sensiblement en-deçà de la moyenne d'ensemble (+24) et de sa moyenne historique (+10).
- En cohérence, les embauches resteraient contenues. Le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs gagne 53 points sur un an à 0 mais demeure inférieur à la moyenne des secteurs (+19) et à son niveau d'avant-crise (+7 fin 2019). Depuis le début de la crise, plus de la moitié des PME ayant des projets d'embauche les ont annulés (38 % provisoirement et 7 % définitivement), une proportion bien plus élevée que dans les autres secteurs d'activité.
- La situation de trésorerie demeure encore fragile pour une majorité de PME du secteur, et ce malgré la mobilisation massive des dispositifs de soutien public. 81 % des PME répondantes ont eu recours au PGE contre 56 % tous secteurs confondus. Si cela a permis d'amortir le choc sur la trésorerie, 51 % des PME témoignent toutefois de difficultés de trésorerie, soit la proportion la plus élevée tous secteurs confondus. Dans le détail, 48 % font état de difficultés surmontables et 3 % plus sévères. Seules 39 % estiment leur trésorerie suffisante au regard de la crise (contre 63 % pour l'ensemble). 10 % déclarent n'avoir aucune visibilité, une proportion là encore bien plus élevée que la moyenne des secteurs étudiés (4 %). Face à ces difficultés, 7 % des PME craignent de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE (contre 4 % en moyenne agrégée).
- L'accès au crédit de trésorerie reste moins aisé dans le Tourisme que dans les autres secteurs mais il s'est un peu assoupli sur un an avec 21 % des PME rencontrant des difficultés pour y accéder (22 % un an plus tôt).
- Dans ce contexte, les dépenses d'investissement des PME sont attendues en net repli en 2021, malgré une hausse de l'indicateur de 25 points sur un an (à -24). Seules 28 % des PME du secteur ont déjà investi cette année ou prévoient de le faire (contre 44 % tous secteurs confondus). Depuis le début de la crise, 50 % des PME ayant des projets d'investissement ont décidé de les reporter et 16 % de les annuler définitivement (contre 31 % et 6 % en moyenne tous secteurs confondus).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS



ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



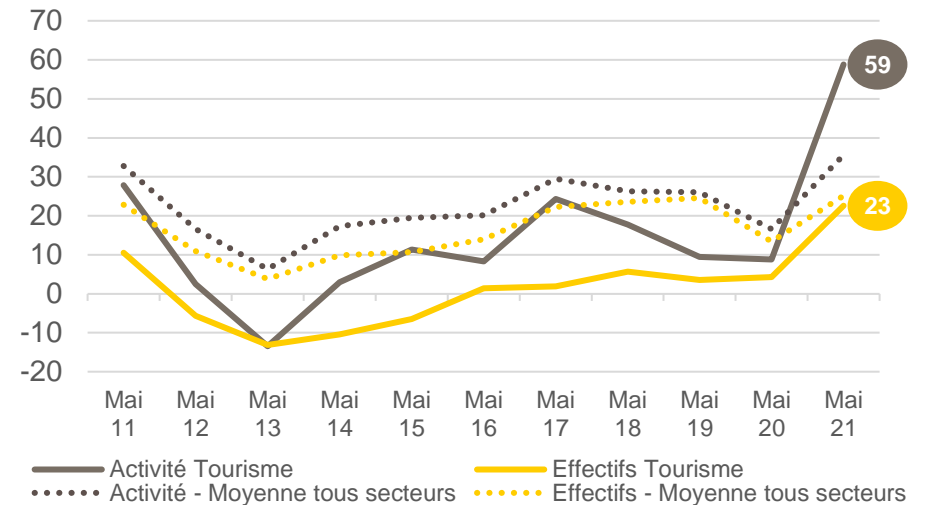
TOURISME

Net regain de confiance pour 2022

L'activité est attendue en nette accélération en 2022. Alors que très peu de PME ont déjà retrouvé leur niveau d'avant-crise, la majorité d'entre elles espèrent le retrouver l'année prochaine.

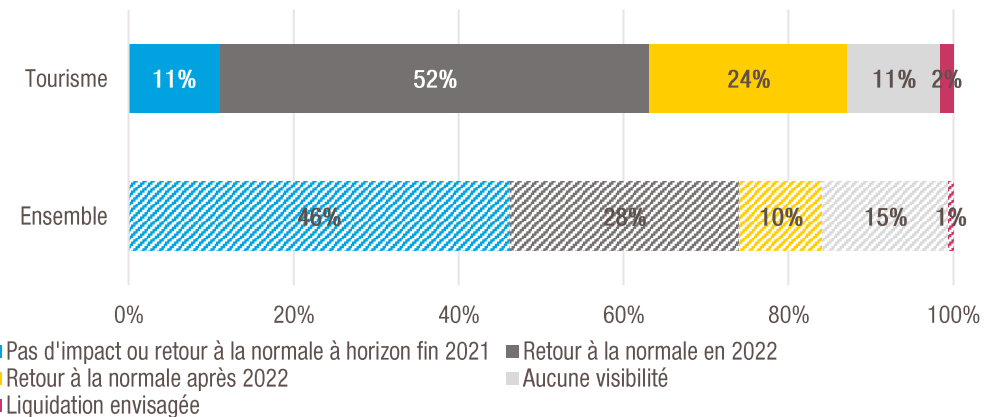
- La levée progressive des mesures de restriction redonne confiance aux PME du Tourisme qui s'attendent à un fort rebond de leur activité en 2022. L'indicateur relatif à l'évolution anticipée du chiffre d'affaires pour l'année prochaine progresse de 50 points sur un an et s'établit à +59, le niveau le plus élevé tous secteurs confondus (+19 pts à +36 en moyenne). Celui relatif à l'emploi gagne 19 points et atteint +23, se rapprochant ainsi de la moyenne des PME (+25). Les deux indicateurs sont au plus haut depuis le lancement de l'enquête.
- **Signe du regain de confiance des PME du Tourisme, près des deux-tiers d'entre elles anticipent un retour à la normale à horizon 2022.** Seules 11 % des PME du Tourisme attestent avoir déjà retrouvé leur niveau d'avant-crise ou le retrouveraient d'ici fin 2021, soit une proportion très inférieure à celle observée dans les autres secteurs (comprise entre 43 % et 54 %). Plus de la moitié des PME du secteur s'attendent toutefois à renouer avec le niveau d'activité observé avant-crise au cours de l'année 2022. Au total, 63 % des PME du Tourisme auraient retrouvé leur niveau normal d'activité à horizon 2022, contre 74 % tous secteurs confondus. L'horizon de retour à la normale serait en revanche plus lointain pour près d'un quart des PME (24 % contre 10 % tous secteurs confondus). 11 % sont dans l'incertitude et 2 % envisagent une liquidation (soit une part plus importante que dans les autres secteurs (0 à 1 %)).
- **La fragilité financière des PME du secteur pourrait amoindrir la reprise.** Environ un quart des PME déclarent que le niveau de leurs fonds propres constitue un frein majeur à la reprise de leur activité (contre 12 % tous secteurs confondus). Une proportion similaire juge le niveau de son endettement très contraignant pour aborder la reprise (contre 10 % tous secteurs confondus). Seules un tiers des PME considèrent qu'ils ne constituent pas une contrainte à leurs projets de développement (contre 50-55% des PME tous secteurs confondus).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

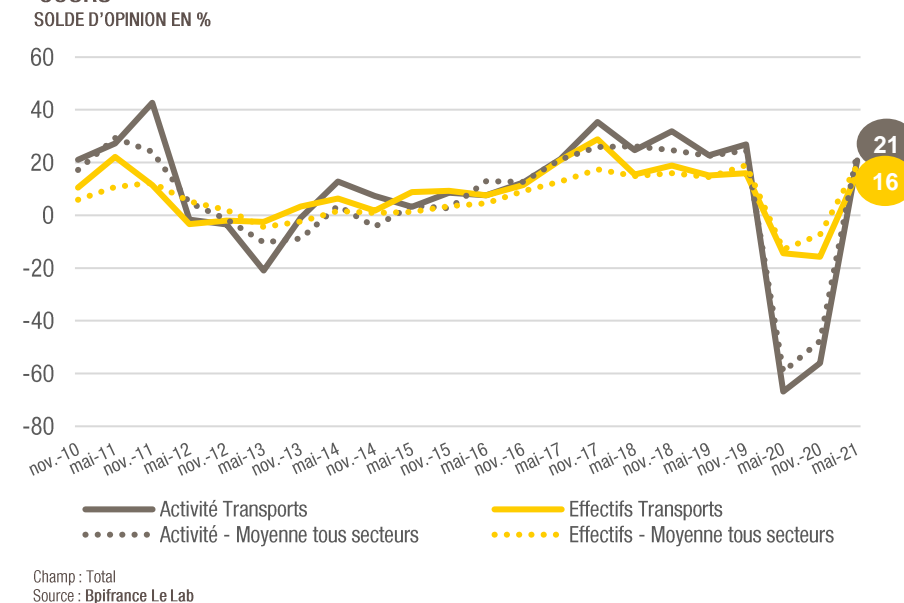
TRANSPORTS

Les PME reprennent confiance mais la reprise resterait contenue

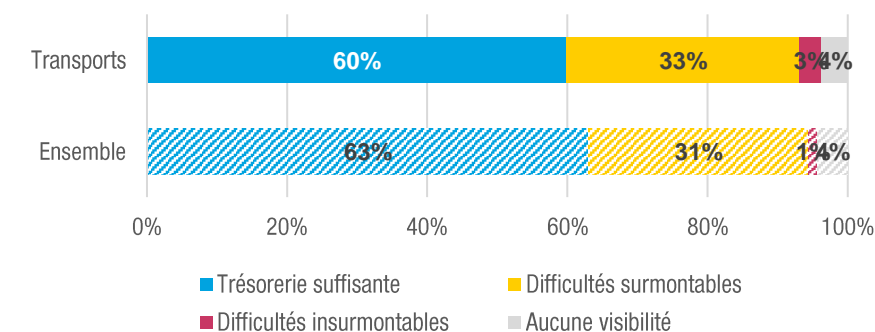
Les PME signalent une reprise de leur activité cette année, qui resterait toutefois modérée. Elles comptent renforcer leurs embauches et leurs investissements grâce à une situation financière globalement solide.

- Les PME des Transports, fortement touchées par la crise sanitaire en 2020, revoient à la hausse leurs perspectives d'activité cette année. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires se redresse de 88 points sur un an à +21, soit un niveau toujours inférieur à celui observé avant-crise (+27 en novembre 2019). Les PME anticipent une légère augmentation de leur chiffre d'affaires cette année, de +1 % en moyenne (contre +3 % pour l'ensemble des secteurs).
- En adéquation avec le rebond de l'activité attendu cette année, les PME prévoient d'ajuster à la hausse leurs effectifs en 2021. Le solde d'opinion gagne 30 points sur un an à +16 et retrouve ainsi son niveau d'avant-crise.
- Les entreprises des Transports font globalement part d'une situation de trésorerie solide malgré quelques difficultés. Une nette majorité de PME (60 %) estiment que leur trésorerie est suffisante pour surmonter la crise au regard des dispositifs de soutien mis en place, même si les PME répondantes déclarent avoir eu moins recours au PGE que dans les autres secteurs (42 % contre 56 % au niveau agrégé). Toutefois, 36 % des PME déclarent rencontrer des difficultés de trésorerie, dont 3 % les jugent insurmontables. De plus, 7 % des PME déclarant avoir souscrit un PGE craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion plus élevée que dans les autres secteurs (4 % tous secteurs confondus). À l'inverse des autres secteurs, les conditions d'accès au crédit de trésorerie se sont légèrement resserrées, même si elles restent largement favorables (11 % des PME ont rencontré des difficultés pour financer leur trésorerie ; elles étaient 9 % il y a un an).
- Les PME renforceraient leurs investissements. 56 % des PME comptent investir au cours de l'année 2021, une proportion en hausse sur un an (51 % pour l'année 2020) mais encore en-deçà de celle observée avant-crise (66 % en mai 2019). Le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement gagne 34 points en un an à -1 (contre +4 tous secteurs confondus), s'établissant légèrement au-dessus de sa moyenne de long terme (à -5). Ces investissements seraient notamment tournés vers la transition écologique et énergétique (TEE). Les PME des Transports, particulièrement concernées par cette problématique, seraient 15 % à envisager d'accélérer leur stratégie relative à la TEE (contre 11 % en moyenne tous secteurs confondus).

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS



ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



TRANSPORTS

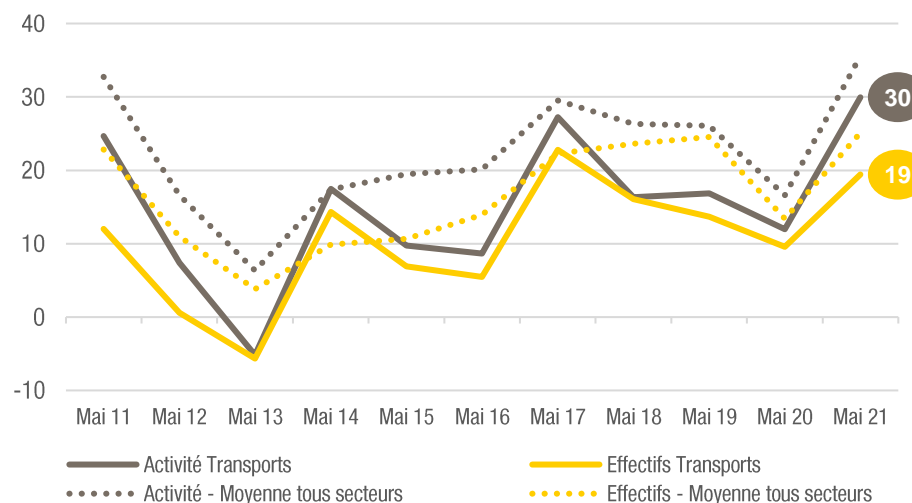
Amélioration prudente des perspectives pour 2022

Les perspectives pour 2022 s'améliorent mais l'incertitude sur l'horizon de retour à la normale est plus élevé que dans d'autres secteurs.

- **Les perspectives d'activité et d'emploi se redressent.** Les soldes prévisionnels de chiffre d'affaires et d'effectif rebondissent de respectivement 18 et 9 points sur un an (à +30 et +19), à des niveaux supérieurs à leurs niveaux pré-crise mais nettement inférieurs à la moyenne tous secteurs confondus.
- **68 % des PME des Transports auraient retrouvé leur niveau d'avant-crise à horizon 2022, dont 43 % dès fin 2021, des proportions plus faibles qu'en moyenne (74 % à horizon 2022 tous secteurs confondus, dont 28 % dès fin 2021).** L'horizon de retour à la normale serait plus lointain pour 10 % des PME (comme dans l'ensemble des secteurs) et il est incertain pour 20 % d'entre elles, qui sont donc plus nombreuses à déclarer manquer de visibilité que dans d'autres secteurs (15 % en moyenne). 1 % des dirigeants envisagent de liquider leur entreprise, une proportion semblable à celle observée en moyenne dans l'ensemble des secteurs.
- **Le manque de fonds propres et l'endettement constituent toujours des freins modérés.** Environ 10-13 % des PME de ce secteur jugent l'insuffisance des fonds propres et le niveau d'endettement comme des contraintes sévères pour aborder la reprise, des proportions similaires à ce que l'on observe en moyenne dans l'ensemble des secteurs.

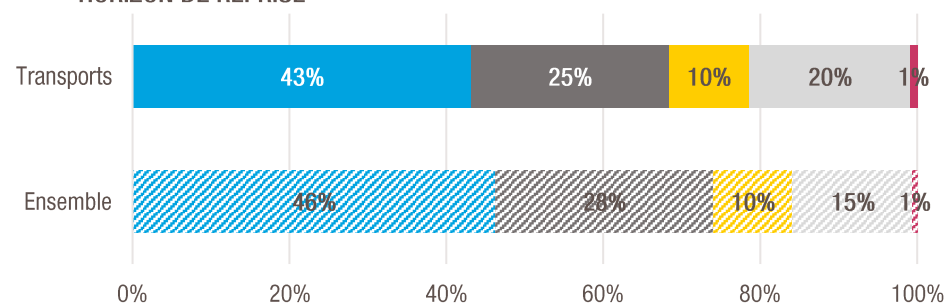
ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE

SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab

IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021 ET HORIZON DE REPRISE



- Pas d'impact ou retour à la normale à horizon fin 2021
- Retour à la normale en 2022
- Retour à la normale après 2022
- Aucune visibilité
- Liquidation envisagée

Champ : Total
Source : Bpifrance Le Lab



02.



MÉTHODOLOGIE

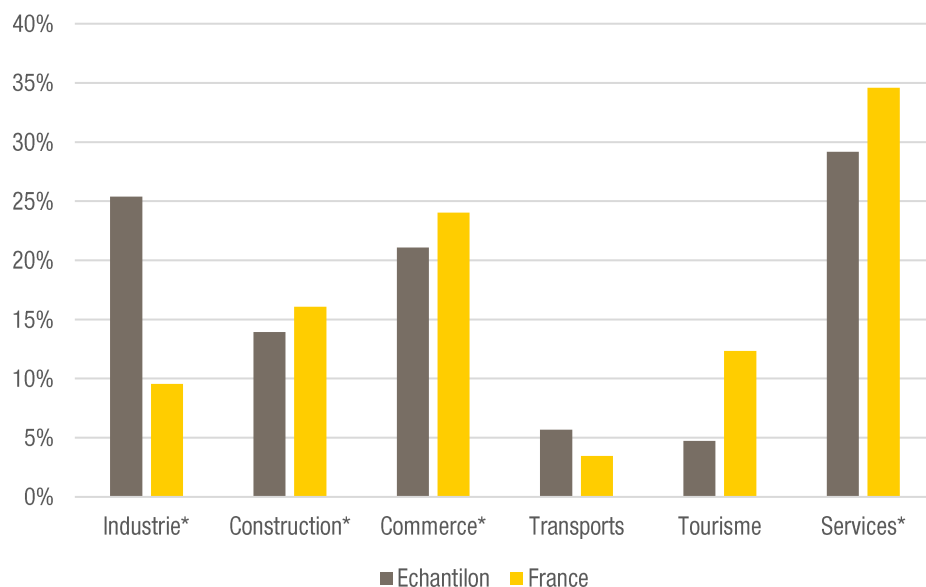
Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 73^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 31 356 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de mi-mai à mi-juin.

6104 réponses reçues entre le 17 mai et le 15 juin, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des secteurs.

• RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'ÉCHANTILLON

EN %



(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 7 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation

(2) 12 % bâtiment, 2 % travaux publics

(3) 3 % commerce et réparation automobile, 12 % commerce de gros, 7 % commerce de détail

(4) 25 % services aux entreprises, 5 % services aux particuliers

Source : Bpifrance Le Lab, Insee

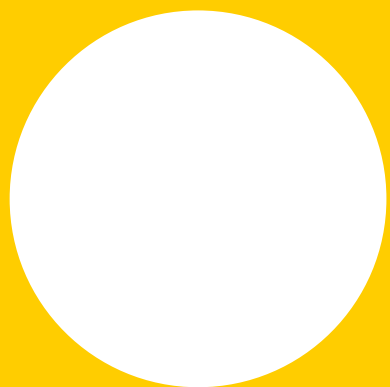
Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr